

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Direction « Échanges commerciaux et développement »

ILES FIDJI

Structures économiques et problèmes de développement

Septembre 1972

VIII/726 (72)-F-B3

I L E S F I D J I

STRUCTURES ÉCONOMIQUES
ET
PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT

Septembre 1972

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
RESUME - STRUCTURES ECONOMIQUES ET PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT	1 (1)
I. PRESENTATION GENERALE	1
1.1. Bref aperçu historique	1
1.2. Géographie	1
1.3. Démographie	2
1.4. Transports et communications	2
1.5. Services sociaux	3
1.5.1. Education	3
1.5.2. Santé	4
II. LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	4
2.1. Caractéristiques générales de l'économie	4
2.2. L'évolution et les structures économiques	4
2.2.1. L'évolution économique de 1950 à 1965	4
2.2.2. L'évolution économique de 1965 à 1970	6
2.2.3. Les structures et leur évolution	7
2.3. Les secteurs économiques	10
2.3.1. L'agriculture	11
2.3.2. Les mines et les industries	13
2.3.3. Le tourisme	13
2.3.4. Emplois, revenus et prix	14
2.4. Les finances publiques	15
2.5. Les relations extérieures	17
2.5.1. Le commerce extérieur	17
2.5.2. La balance des paiements	26
III. SYNTHESE : LES DESEQUILIBRES DU DEVELOPPEMENT	30
1. Le déséquilibre démographique - possibilités d'emploi	30
2. Le déséquilibre entre les secteurs	30
3. Le déséquilibre de la balance commerciale	31

(1) pages bleues

CARTE ET TABLEAUX

	<u>Pages</u>
<u>Carte</u> : Géographie générale	
<u>Tableaux</u> .1 : Evolution à long terme du PIB : 1950-1971	5
2 : PIB par secteurs économiques	8
3 : Utilisation du PIB	9
4 : Répartition de la population active en 1970	14
5 : Evolution des indices des salaires et des prix	15
6 : Budget ordinaire - Recettes et dépenses (1965-1971)	16
7 : Structure du budget ordinaire (1971)	16
8 : Commerce extérieur (1961-1970)	17
9 : Importations par groupes de produits, en pourcentage	19
10 : Exportations de sucre en quantité et en valeur	20
11 : Exportations par principaux produits	21
12 : Importations par provenance, en pourcentage	25
13 : Exportations par destination, en pourcentage	25
14 : Balance des paiements, 1966-1970 et prévision pour 1975	27
15 : Flux de capitaux publics, bilatéraux et multilatéraux	28

I. STRUCTURES ECONOMIQUES ET PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT *1. Présentation générale

Les fles Fidji sont indépendantes depuis le 10 octobre 1970. D'une superficie totale de 18.272 km², elles se composent de 844 fles et flots dont 100 sont habités en permanence.

La population était estimée en 1969 à 526.000 habitants, dont 50 % d'indiens et 42 % de fidjiens. Son taux de croissance s'est élevé à 2,5 % par an de 1965 à 1970. 33 % environ de la population sont urbanisés.

L'infrastructure des transports est encore peu développée : il existe 2.270 km de routes, dont 80 % sont praticables toute l'année et une voie ferrée longue de 640 km et propriété de la South Pacific Sugar Mills Ltd., Société australienne détenant le monopole de la transformation de la canne à sucre.

2. Le développement économique2.1 Evolution et structures économiques

Le P.I.B. est estimé en 1970 à 204 mio. US \$⁽¹⁾, le P.I.B. par tête à 390 \$, ce qui situe les Fidji comme relativement privilégiées parmi les pays en voie de développement. Le taux de croissance réel du P.I.B. semble avoir approché 5,3 % par an entre 1965 et 1970, soit une croissance de 2,8 % par an du P.I.B. par tête.

* Résumé d'une étude séparée faite par les Services de la Commission.

(1) Dans cette étude, US.\$ correspond au dollar ancien des Etats-Unis.

L'évolution des structures économiques montre, entre 1950 et 1970, une baisse considérable de la part du secteur primaire dans le P.I.B., qui passe de 50 à 29 %, contrebalancée par une forte hausse de celle du tertiaire, de 34 à 51 %, et une croissance modeste de celle du secondaire, de 16 à 21 %. Plus particulièrement le secteur industriel représente en 1970 11 % du P.I.B.

L'examen de l'utilisation du P.I.B. au cours des années récentes montre une croissance de la part de la formation brute de capital fixe, qui atteint 28 % en 1970, au détriment de celle de la consommation privée (63 % en 1970) ; celle-ci n'a pratiquement pas augmenté en valeur absolue par tête entre 1965 et 1970. Le commerce extérieur occupe une place très importante dans l'économie : les exportations représentent 45 % et les importations 50 % du P.I.B. en 1970.

2.2 Les activités de production

2.2.1 L'agriculture

On estime que l'agriculture occupe environ 80 % de la population active, dont une grande partie cultive la canne à sucre, principale culture (le secteur sucrier, culture et transformation, représente + 30 % du P.I.B.) et premier produit d'exportation. La production de sucre brut s'est révélée assez fluctuante ces dernières années, s'élevant à 349.000 t en 1970. La production de coprah, deuxième produit d'exportation, a crû considérablement dans les années récentes, atteignant 33.000 t en 1969.

La principale culture domestique est le riz, dont les importations considérables montrent cependant que la production locale ne suffit pas à couvrir les besoins.

Les autres activités agricoles sont l'élevage, l'exploitation des forêts et la pêche.

2.2.2 Les mines et les industries

L'activité minière, peu importante dans l'économie, concerne le minerai de manganèse, l'or et l'argent. Essentiellement constituée de la transformation des produits agricoles, principalement canne à sucre et noix de coco, l'industrie est donc encore peu diversifiée, bien que des efforts aient été entrepris en vue de créer des industries de substitution aux importations.

2.3 Les finances publiques

En général équilibré ces dernières années, le budget de fonctionnement a dégagé un léger surplus en 1970. Le rapport des dépenses au P.I.B. est de 20 % environ. Quant aux dépenses en capital, financées pour une part importante par des dons de la Grande-Bretagne, elles ont représenté en 1970 5 % du P.I.B. Il ne semble pas encore se poser de grave problème d'endettement extérieur.

2.4 Les relations extérieures

2.4.1 Le commerce extérieur

En 1970 les importations se sont élevées à 104 mio de \$ et les exportations à 72 mio de \$, ce qui représente une couverture des importations par les exportations de 69 %. La structure des importations est restée relativement stable ces dernières années, si ce n'est une légère baisse de la part des importations de denrées alimentaires et une certaine hausse de celles des biens d'équipement consécutive à l'important effort d'investissement entrepris récemment.

Quant aux exportations, elles ont fait preuve de peu de dynamisme, ce qui est dû principalement à la relative stagnation des exportations de sucre. Celles-ci représentent 65 % du total en 1970.

(349.000 t et 36 mio de \$). Cette part est d'ailleurs en baisse relative, puisqu'elle a été jusque 77 % en 1964. Les exportations de coprah ont totalisé 10 % du total en 1970.

Depuis juillet 1972, les Fidji jouissent des préférences généralisées de la CEE.

L'Australie est le principal fournisseur des Fidji, avec 25 % des importations en 1969, suivie par la Grande-Bretagne, avec 20 %. La part de cette dernière a eu tendance à décroître au cours des dix dernières années, au profit de celles, croissantes, des USA et surtout du Japon. En 1969, 37 % des exportations fidjiennes se dirigent vers la Grande-Bretagne (contre 48 % en 1960). Ici encore, le marché des Etats-Unis a pris une importance croissante.

2.4.2 La balance des paiements

Les déficits commerciaux ont été - et seront de plus en plus - couverts par les recettes du tourisme et dans une moindre mesure par les entrées de capitaux. Les premières ont crû à un taux annuel moyen de 22 % par an depuis 1963 pour atteindre 31 mio de \$ en 1970. On prévoit qu'elles représenteront plus de la moitié des recettes brutes d'exportation de biens et services en 1975. Les entrées de capitaux privés ont représenté en 1969 5,4 mio de \$ et les capitaux publics 8,8 mio, provenant à concurrence de 74 % de la Grande-Bretagne, de 5 % d'agences multilatérales et constitués de 99 % de dons.

3. Conclusion : les déséquilibres du développement

- Démographie et emploi :

la croissance démographique risque de poser des problèmes d'emploi à l'avenir :

- les possibilités de croissance de l'agriculture ne sont pas excellentes en raison de la difficulté d'étendre les terres cultivables

et des perspectives peu encourageantes pour la croissance du secteur sucrier ;

- il ne semble pas que le secteur industriel puisse offrir suffisamment d'emplois dans les années qui viennent.

- Déséquilibre intersectoriel :

traditionnel moteur de l'économie, le secteur sucrier ne pourra plus jouer ce rôle à l'avenir. La production est stagnante et les exportations se voient imposer une limite supérieure par les quotas attribués aux Fidji dans le cadre du Commonwealth Sugar Agreement (CSA) (143.000 t), de l'American Sugar Act (40.000 t) et de l'Accord International sur le Sucre (155.000 t), totalisant donc 338.000 t (1).

Il est donc nécessaire de diversifier l'économie : les efforts des autorités portent sur trois domaines : la diversification de l'agriculture, le développement du secteur industriel (en accueillant de nombreuses entreprises étrangères) et celui du secteur touristique qui est appelé à jouer un rôle de plus en plus important.

- Balance commerciale :

pour éviter que les déficits commerciaux n'aillent en s'accroissant, il sera nécessaire de compenser les indispensables importations de biens d'équipement par la réduction de celles de produits substituables localement et par de nouvelles exportations, malgré le rôle capital que joueront les recettes touristiques.

(1) Les exportations des Iles Fidji avaient atteint 322.000 t en 1969 et 349.000 en 1970

I. PRESENTATION GENERALE

1.1. Bref aperçu historique

Primitivement habitées par des mélanésiens, les îles Fidji furent visitées pour la première fois par un européen (Tasman) en 1643. D'autres européens s'y rendirent plus nombreux dès le début du 19ème siècle, à la recherche de bois de santal. Des armes à feu y furent introduites, ce qui intensifia les nombreuses luttes tribales qui eurent lieu tout au long du siècle. A partir des années 1870, des paysans indiens sous contrat s'installèrent aux Fidji pour y cultiver la canne à sucre. Un grand nombre d'entre eux y demeurèrent définitivement et constituèrent une part croissante de la population.

En 1874, les îles devinrent colonie britannique. Après une conférence constitutionnelle à Londres en 1965, elles reçurent d'importants pouvoirs d'auto-gouvernement. L'indépendance leur fut accordée le 10 octobre 1970, en tant que membre du Commonwealth.

1.2. Géographie

Les îles Fidji se composent de 844 îles et îlots (dont 100 sont en permanence habités), situés entre le 15ème et le 22ème d° de latitude Sud et le 175ème et le 177ème d° de longitude Ouest, situation importante dans le Pacifique Sud sur la route principale reliant l'Australie, la Nouvelle Zélande et l'Amérique du Nord. La superficie totale est de 18.272 km², dont les deux îles principales, Viti Levu et Vanua Levu, constituent près des 90 %.

De relief généralement montagneux, ces deux îles comprennent cependant des plaines fertiles (vallées, deltas des rivières et plaines cotières). La superficie agricole représente 16 % du territoire, les terrains boisés (exploités économiquement) 23 % et les autres terrains (forêts, rochers, etc.) 61 %.

Les principales ressources naturelles sont le minerai de manganèse, l'or et l'argent.

1.3. Démographie

Selon le dernier recensement (septembre 1966), la population totale s'élevait à 476.727 habitants. Fin 1969, elle était estimée à 526.000 (1), et sa répartition par races était la suivante :

	(en %)
indiens	49,9
fidjiens	41,8
européens	2,7
autres	5,6

Les indiens représentent donc la moitié de la population. Le taux de croissance annuel moyen de la population est en légère baisse : de 5 % environ entre 1963 et 1969, il n'a cependant été que de 2,5 % entre 1966 et 1970. Ceci semble être dû à la baisse du taux de natalité qui est passé de 38 pour mille en 1963 à 29 pour mille en 1969, grâce au succès du programme de contrôle des naissances adopté en 1962.

La population urbaine représentait environ 33 % en 1966, la capitale, Suva, comptant 54.000 habitants et son agglomération 80.000 environ.

1.4. Transports et communications

- Transports routiers : Le réseau routier se compose de 1.062 km de routes principales, 368 km de routes secondaires et 842 km de routes locales, soit 2.272 km au total, dont 80 % environ sont praticables toute l'année. Le parc de véhicules était estimé en 1969 à 13.200 unités, dont 9.200 véhicules légers et 4.000 lourds.

(1) D'après le Fiji Annual Report 1969, London, HMSO, 1970. (L'ONU donne une estimation de 519.000 au milieu de l'année).

- Transports ferroviaires : Il existe une seule ligne de chemin de fer, propriété de la South Pacific Sugar Mills Ltd (société australienne de transformation de la canne à sucre), constituée de 644 km de voies permanentes et de 418 km de voies transportables, desservant la plus grande partie de la région productrice de canne à sucre.

- Transports aériens : L'aéroport international de Nadi, situé sur la côte ouest de Viti Levu, est l'un des plus vastes du Pacifique Sud. Un certain nombre de grandes compagnies aériennes y opèrent. La compagnie nationale, Pacific Islands Airways, est assez réduite et opère des liaisons locales et régionales, principalement à partir du 2ème aéroport, Nausori, près de Suva.

- Ports et transports maritimes : Les ports principaux sont Suva, Lautoka et Levuka (sur l'île d'Ovalau, à l'Est de Viti Levu). En 1969, 593.000 tonnes de marchandise ont été embarquées et 522.000 tonnes débarquées (soit une augmentation par rapport à 1962 de 91 % pour les premières et de 62 % pour les secondes).

1.5. Les services sociaux

1.5.1. Education

On estime qu'en 1969, environ le quart de la population totale était scolarisé et plus de 86 % des enfants âgés de 6 à 13 ans étaient inscrits dans les écoles. La même année, la distribution des établissements d'enseignement, des professeurs et des élèves était la suivante :

	nombre d'écoles	nombre d'élèves	nombre d'enseignants
Ecoles primaires	608	116.154	3.446
Ecoles secondaires	55	13.795	528
Ecoles techniques et d'instituteurs	19	951	108
Ecoles normales	3	322	31
Total	685	131.222	4.113

Il existe une université, l'Université du Pacifique Sud, destinée à couvrir toute la région. En 1969, 360 étudiants provenant des Fidji et de 11 autres territoires de la région y suivaient des cours.

1.5.2. Santé

En 1969, on comptait 4 grands hôpitaux, 9 hôpitaux de district, 5 hôpitaux ruraux et 46 dispensaires, totalisant environ 1.700 lits, soit une moyenne d'un lit pour 310 habitants. Le personnel médical comprenait 230 médecins, soit un médecin pour 2.200 habitants.

II. LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

2.1. Caractéristiques générales de l'économie

L'économie fidjienne est traditionnellement basée sur l'agriculture et principalement sur le sucre et le coprah qui constituent les deux principaux produits d'exportation. L'industrie est très peu développée, si l'on excepte la transformation de la canne à sucre et de la noix de coco, activités directement liées à l'agriculture. Depuis 1967 environ, le tourisme connaît un accroissement considérable, ce qui laisse à penser que ce secteur occupera une place de plus en plus importante dans l'économie des îles.

La croissance économique générale a été relativement rapide ces dernières années et le PIB par tête s'est situé aux alentours de 390 US \$ (1) en 1970

2.2. L'évolution et les structures économiques

2.2.1. L'évolution économique de 1950 à 1965 (Cf. tableau 1)

Le développement économique au cours de cette période s'est caractérisé par les traits suivants :

(1) Tous les chiffres de ce rapport sont en anciens dollars des E.U.

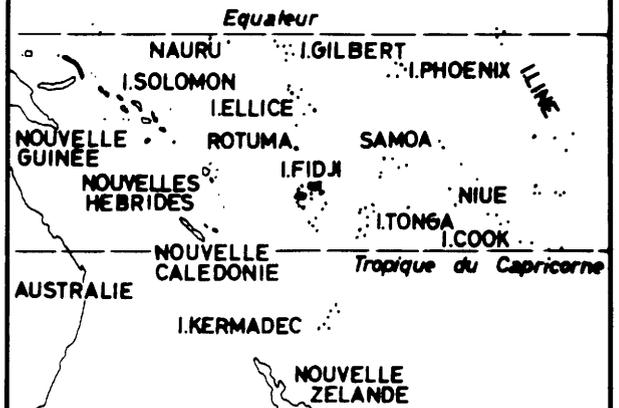
ILES FIDJI

LEGENDE

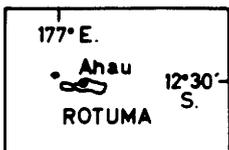
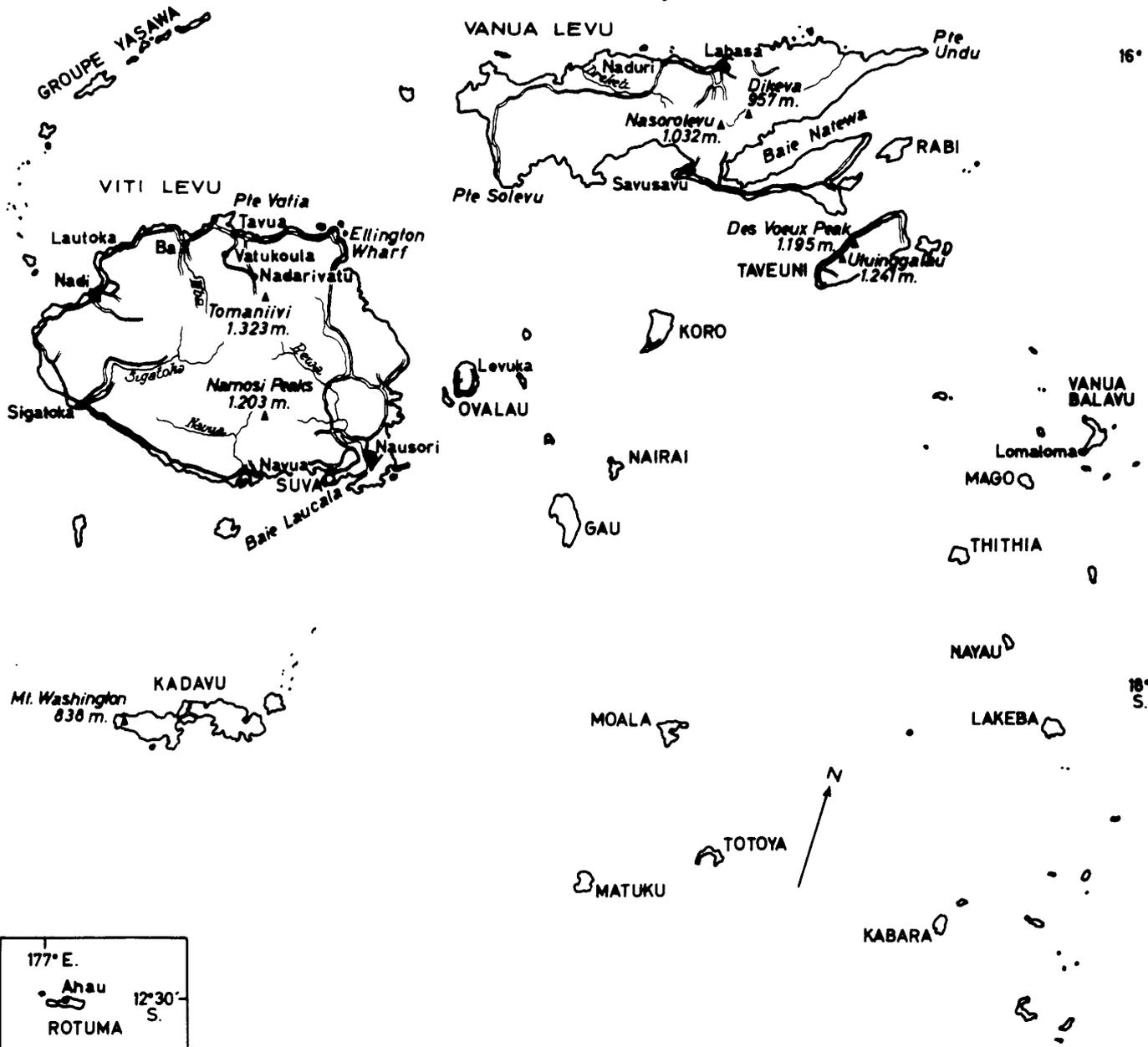
-  ROUTE PRINCIPALE
-  AERODROME INTERNATIONAL
-  AUTRE AERODROME

ECHELLE

0 20 40 60 80 km.



Océan Pacifique



A LA MEME ECHELLE

180° W.

Tableau 1 : Evolution à long terme du PIB : 1950 - 1971

PIB au coût des facteurs, à prix courants.

<u>Année</u>	<u>Mio US \$</u>	<u>Index (1964 = 100)</u>
1950	45,4	31
1953	64,0	44
1957	77,0	53
1962	113,7	78
1963	136,7	94
1964	145,0	100
1965	152,5	105
1966	158,4	109
1967	170,7	118
1968	183,0	126
1969	196,1	135
1970	203,9	141
1971 (1)	208,6	144

(1) estimation grossière

Note : taux de change : jusqu'en 1967 : 1 F\$ = 1,261 US \$
après 1967 : " = 1,148 US \$

(Source : Current Economic Statistics, Bureau of Statistics,
Suva, Fiji, October 1971).

- un taux élevé de croissance de la population : 3,3 % par an;
- des prix favorables pour les exportations, entraînant une hausse considérable de la production de sucre (+ 90 % entre 1950 et 1960). La production agricole domestique a crû beaucoup moins rapidement, ce qui a nécessité d'importantes importations de denrées alimentaires;
- une aide en capital importante de la Grande Bretagne;
- le lancement de plans de développement, principalement axés sur l'infrastructure et les services sociaux.

Le taux de croissance annuel moyen du PIB, en terme réels, s'est situé aux alentours de 5 %; le taux d'accroissement du PIB par tête a donc été modeste : 2,0 % par an environ.

2.2.2. L'évolution économique de 1965 à 1970 (Cf. tableau 1)

Les données concernant cette période, couverte par le 5ème plan de développement, sont plus précises.

Le taux de croissance réel du PIB semble avoir approché 5,3 % par an. Compte tenu d'un taux d'accroissement de la population de 2,5 %, le PIB par tête a donc crû à un rythme annuel de 2,8 %.

On peut considérer deux phases dans l'évolution économique au cours de la période :

- les années 1965-66, au cours desquelles une récession s'est fait sentir à la suite du boom sucrier des années 1963-64 (pendant lesquelles une forte hausse des prix du sucre a entraîné une augmentation de 50 % des recettes sucrières et de 20 % du PIB). De 1965 à 1966, la croissance du PIB a été insignifiante.
- à partir de 1967, la croissance a repris fortement (10 % cette année-là) pour se stabiliser ensuite à un rythme moins rapide. Les causes de ce renversement de tendance semblent être les suivantes :
 - o un accroissement soutenu des dépenses de l'Etat, grâce à une augmentation substantielle de ses revenus (conséquence du boom

sucrier, de réformes fiscales, d'emprunts intérieurs et de contributions croissantes de la Grande Bretagne). Ces dépenses ont augmenté de plus de 10 % par an de 1967 à 1970;

- le développement de l'industrie touristique; les recettes touristiques brutes sont passées de 4,5 millions de US \$ en 1963 à 30,6 millions en 1970;
- la croissance de la construction privée, liée dans une certaine mesure à celle du tourisme (construction d'hôtels, etc..).

Il faut remarquer que ce redressement à partir de 1967, s'est produit malgré le bas niveau des prix du sucre qui ont chuté en 1965. De plus, les autres exportations de produits agricoles ont également été peu dynamiques. Il semblerait donc que l'économie ait été capable de reprendre sans le concours de sa force traditionnelle.

2.2.3. Les structures et leur évolution

Le tableau 2 montre l'évolution du PIB et des différents secteurs économiques de 1950 à 1970.

On remarque la baisse considérable de la part du secteur primaire dans le PIB, baisse principalement contrebalancée par l'augmentation de celle du secteur tertiaire, celle du secondaire montrant une croissance assez modeste. Au sein de ce dernier, le secteur industriel représente 11,5 % du PIB, la plus grande partie concernant la transformation de produits agricoles afin de les conditionner pour l'exportation.

Dans le secteur tertiaire, on remarque l'accroissement de la part du tourisme, des transports et communications et des autres services (privés), eux-mêmes plus ou moins liés au tourisme.

Le tableau 3 montre l'utilisation du PIB. On constate en premier lieu la part croissante de la formation brute de capital fixe, qui passe de 20,8 % en 1965 à 28,3 % en 1970. Cette augmentation est le résultat d'une forte hausse des investissements publics (+ 70 % entre 1965 et 1970) et plus encore de celle des investisse-

Tableau 2 : PIB par secteurs économiques : montants absolus, pourcentages et taux de croissance.

(en millions d'US \$)

	1950		1965		1970		Taux de croissance annuels (1965-1970)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Prix courants	Prix de 1965
Agriculture, forêts, pêche.	20,0	44,2	51,1	33,6	55,6	27,3	3,6	2,3
Mines et carrières	2,4	5,3	2,8	1,8	2,9	1,4	2,6	-1,9
Primaire	<u>22,4</u>	<u>49,5</u>	<u>53,9</u>	<u>35,3</u>	<u>58,5</u>	<u>28,7</u>	<u>3,5</u>	<u>2,1</u>
Industrie manufacturière et de transf.	4,9	10,8	18,8	12,3	22,2	10,9	5,3	5,3
Construction)			8,2	5,3	17,2	8,4	18,2	12,8
électricité)	2,5	5,5	1,9	1,3	2,3	1,1	5,9	5,9
et eau)								
Secondaire	<u>7,4</u>	<u>16,3</u>	<u>28,9</u>	<u>18,9</u>	<u>41,7</u>	<u>20,4</u>	<u>9,6</u>	<u>7,8</u>
Transports et communications	1,3	2,8	8,5	5,6	17,2	8,4	17,1	11,8
Commerce	6,4	14,2	26,7	17,5	32,1	15,7	5,7	2,6
Services gouvernementaux	4,2	9,2	10,7	7,0	14,8	7,3	8,7	5,5
Tourisme)	3,7	8,0	2,5	1,7	6,9	3,4	24,6	20,2
Autres services)			21,3	13,9	32,7	16,1	11,0	7,1
Tertiaire	<u>15,6</u>	<u>34,2</u>	<u>69,7</u>	<u>45,7</u>	<u>103,7</u>	<u>50,9</u>	<u>10,3</u>	<u>6,5</u>
PIB au coût des facteurs, à prix courants	45,4	100,0	152,5	100,0	203,9	100,0	8,0	5,3

(Source : Fiji's sixth Development Plan, Central Planning Office, Suva, 1970)

Tableau 3 : Utilisation du PIB

(en millions d'US \$)

	1965		1967		1969		1970	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Consommation privée, dont:	120,8	72,3	123,5	66,6	130,0	63,1	141,1	63,1
- autoconsommation rurale	(18,6)	(11,1)	(19,8)	(10,7)	(19,3)	(9,4)	(20,2)	(9,0)
Consommation publique	19,8	11,8	23,3	12,6	24,5	11,9	27,1	12,1
Formation brute de capital fixe	34,8	20,8	39,9	21,5	55,4	26,9	63,4	28,3
- privée	(24,8)	(14,8)	(29,4)	(15,9)	(40,5)	(19,7)	(46,4)	(20,7)
- publique	(10,0)	(6,0)	(10,5)	(5,6)	(14,9)	(7,2)	(17,0)	(7,6)
Variations de stocks (nettes)	+ 2,6	1,6	+ 2,4	1,3	+ 1,7	0,8	2,2	1,0
<u>Dépense intérieure</u>	<u>178,0</u>	<u>106,5</u>	<u>189,1</u>	<u>102,0</u>	<u>211,6</u>	<u>102,7</u>	<u>233,8</u>	<u>104,5</u>
+ Exportations de biens et services	68,7	41,1	74,0	39,9	92,3	44,8	101,4	45,3
- Importations de biens et services	79,6	47,6	77,7	41,9	97,8	47,5	111,5	49,8
<u>PIB aux prix du marché, à prix courants</u>	<u>167,1</u>	<u>100,0</u>	<u>185,4</u>	<u>100,0</u>	<u>206,1</u>	<u>100,0</u>	<u>223,7</u>	<u>100,0</u>

(Source : Fiji's sixth Development Plan 1971-75, Central Planning Office, Suva, 1970)

ments privés (+ 87 % sur la même période). La majeure partie des investissements privés s'est dirigée vers l'industrie manufacturière, le commerce et les services, principalement le tourisme et une grande part peut être attribuée à des investisseurs étrangers.

L'autre trait important est la décroissance de la part du PIB destinée à la consommation privée. Compte tenu de l'accroissement de la population, la consommation privée n'a pratiquement pas augmenté entre 1965 et 1970. On remarque en outre que la part de l'autoconsommation a eu tendance à diminuer légèrement.

Ainsi qu'on le voit, le commerce extérieur occupe une place très importante dans l'économie; les importations sont en général supérieures aux exportations et elles croissent à un rythme plus élevé que ces dernières; il se pose dès lors un problème d'équilibre extérieur (cf. 2.5.).

2.3. Les secteurs économiques

L'agriculture au sens large (en tenant compte de l'industrie transformatrice des produits agricoles) est donc toujours le secteur le plus important de l'économie, par le volume d'exportations qu'elle fournit (78 % du total) et par la part de la population qu'elle fait vivre : on peut estimer qu'environ 53 % de la population active y est employée en 1970. En ce qui concerne plus particulièrement le sucre, on estime que 30 % de la population active et 60 % de la population active agricole en dépendent.

Or, les perspectives d'avenir de l'agriculture ne sont pas excellentes, pour deux raisons principales : en premier lieu, il existe un grave problème de terres cultivables, celles-ci ne pouvant s'étendre comme l'accroissement de la population le nécessiterait; en second lieu, les perspectives d'exportation du sucre ne sont pas très bonnes (cf. 2.5.), ce qui va diminuer à l'avenir le rôle moteur dans l'économie que le secteur sucrier a traditionnellement joué.

Dès lors, il est ressenti comme nécessaire de développer rapidement d'autres secteurs, principalement l'industrie. Dans cette perspective, le gouvernement a entrepris des actions en vue d'accélérer les investissements industriels. L'espoir semble être non seulement de parvenir à rencontrer les besoins du marché local, mais aussi de faire des Fidji un centre industriel pour toute la région du Pacifique Sud, en accueillant le plus possible d'entreprises étrangères attirées par une main-d'oeuvre nombreuse et bon marché. Quelques sociétés australiennes et néo-zélandaises ont déjà installé des usines : production de plastiques, de bière et de cigarettes notamment. Le gouvernement encourage l'idée que les japonais pourraient utiliser les Fidji comme un centre d'assemblage pour postes

à transistors et autres appareils similaires, pour l'exportation vers l'Australie notamment. (On peut douter des avantages qu'une telle politique pourrait apporter.)

Dans le secteur des services, on considère que le tourisme est appelé à jouer un rôle de premier plan. Les investissements touristiques commencent à se multiplier, étant notamment le fait de grandes compagnies aériennes.

Voyons un peu plus en détail les secteurs principaux.

2.3.1. L'agriculture

Le système de propriété des terres est assez complexe : plus de 80 % de celles-ci sont propriété communale des fidjiens et sont administrées par le Native Land Trust Board; ces terres ne peuvent être données en location qu'à des fidjiens. Le reste est partagé entre terres de la Couronne, qui ne peuvent être vendues et terres à concession libre, dont la société sucrière possède environ la moitié. Les indiens, qui constituent la grande majorité des cultivateurs de canne à sucre, possèdent dès lors peu de terres et en réclament davantage en faisant valoir qu'ils contribuent bien plus à la richesse du pays par leur culture commercialisée que les fidjiens avec leur agriculture de subsistance.

Le sucre : Environ 66.000 ha sont consacrés à la canne à sucre. 15.000 fermiers indépendants en cultivent 90% sur des exportations d'une superficie moyenne de 4 ha environ. La totalité de la récolte est achetée à un prix minimum garanti (depuis peu) de 8,8 US \$ la tonne par la South Pacific Sugar Mills Ltd, filiale de la Colonial Sugar Refining Company (Australie). Celle-ci assure la transformation en sucre brut dans ses 4 usines, employant environ 3.500 travailleurs au total.

La production de sucre brut a été de (en milliers de tonnes): 333 en 1965, 321 en 1966, 317 en 1967, 381 en 1968, 363 en 1969 (quand la récolte de canne à sucre a atteint 2,7 mio de t.), 349 en 1970 et 373 en 1971.

On voit que la production est assez fluctuante et ne connaît pas une croissance rapide. A peu près 5 % de la production est vendue localement.

Au cours de l'année 1969, la culture d'une nouvelle variété de canne à sucre, Yasawa, a été entreprise. Elle possède l'avantage d'une plus grande concentration de sucre et de meilleures qualités de recépage que les variétés déjà cultivées.

Le coprah : La noix de coco est cultivée sur une superficie d'environ 72.200 ha. Les produits dérivés (coprah, huile de coprah) constituent le deuxième poste des exportations. Une grande partie de la production de coprah, qui s'est élevée à 33.000 t en 1969, est cependant utilisée localement dans la production de denrées alimentaires. La croissance de la production est forte : 18 % en 1969, 12 % en 1968 et les perspectives semblent bonnes.

Les autres principales cultures d'exportation sont les bananes, le cacao et, plus récemment, le gingembre dont le marché extérieur semble se développer rapidement.

La principale culture à finalité locale est le riz, base de l'alimentation de plus de la moitié de la population. La production, 18.000 t en 1968, est insuffisante pour couvrir les besoins et il est par conséquent nécessaire d'importer des quantités importantes (6.040 t en 1968). Il existe bien entendu une quantité d'autres cultures de subsistance, notamment les pommes de terre.

L'élevage : Le cheptel comprenait en 1969 140.500 bovins, 66.100 caprins, 24.700 chevalins et 24.500 porcins. La production de viande de boeuf s'est élevée la même année à 3.500 t, soit 17 % de plus qu'en 1968 et celle de viande de porc à 250 t, soit une augmentation de 15 % par rapport à 1968. En 1970, ces productions ont été respectivement de 3.600 t et de 249 t.

L'exploitations des forêts : De grands efforts ont été entrepris afin d'accélérer l'exploitation forestière. En 1969, environ 106.000 m³ de bois non équarri ont été produits, et 110.000 m³ en 1970.

La pêche : En 1969, la pêche a produit 748 t., contre 724 en 1968, soit une diminution de 3,3 %. Les services gouvernementaux ont entrepris d'établir une série de petites unités de pêche qui, en 1969, ont ramené un total de 64 t de poissons. Ces unités dépendent directement de ces services.

2.3.2. Les mines et les industries

La production minière (1969) : On produit par an environ 3,5 t d'or, (valeur 3,5 millions de \$, 1,7 t d'argent, 8.700 t de manganèse et 2.000 à 3.000 t de cuivre.

Les industries : Outre la transformation de la canne à sucre et celle de la noix de coco, qui en constituent la plus grande partie, l'industrie manufacturière comprend les productions suivantes : vêtements, ciment et autres matériaux de construction, denrées alimentaires, matières plastiques, cigarettes, bière, meubles, peinture, papier; construction et réparation de bateaux pour le transport inter-îles. La valeur de ces productions est peu élevée et il est difficile d'en trouver ne fût-ce que des estimations.

L'énergie : En 1969, la puissance électrique installée, entièrement thermique, était de 47.500 kw pour une consommation annuelle de 139 millions de kwh. Des sondages marins sont actuellement effectués dans l'espoir de découvrir du pétrole.

2.3.3. Le tourisme

En 1969, on a enregistré l'arrivée de 85.000 touristes environ, et, en 1970, de 110.000. La croissance annuelle moyenne du nombre de touristes a été de 24 % en 1963 à 1970. On prévoit pour

1975 235.000 touristes et 600.000 pour 1980. Les recettes touristiques ont crû à un taux moyen de 20 % par an au cours de la même période et ont été d'environ 30 millions d'US \$ (recettes brutes) en 1970. Le tourisme est ainsi la première source de devises étrangères après le sucre.

2.3.4. Emplois, revenus et prix

Sur une population totale de 526.000 habitants en 1970, la population active était estimée à 150.000, soit 28,5 % de la population totale (pourcentage relativement bas, mais il faut tenir compte du fait qu'environ la moitié de la population est âgée de moins de 15 ans). On voit au tableau 5 la répartition de la population active

Tableau 4 : Répartition de la population active en 1970

	Nombre	%
Primaire	79.100	52,8
(dont agriculture de subsistance)	29.200	19,5
Secondaire	23.500	15,7
Tertiaire	37.700	25,1
Chômeurs urbains	9.600	6,4
Total	149.900	100,0

(Source : Fiji's sixth Development Plan 1971-75..)

On peut estimer à 48.000 environ le nombre des salariés et employés, soit 32 % de la population active. On constate un chômage urbain totalisant plus de 6 % de la population active totale. Si l'on y ajoute le sous emploi rural qui doit être relativement important, on peut supposer que la croissance économique de ces dernières années n'a pas permis de créer un nombre d'emplois suffisant. Le problème ira en s'aggravant dans les années à venir : 32.000 personnes doivent arriver sur le marché de l'emploi de 1971 à 1975 : le gouvernement prévoit la création de 19.000 emplois nou-

veaux au cours de cette période, mais il est à craindre que l'agriculture ne puisse absorber la différence.

On peut comparer l'évolution des indices des salaires et des prix.

Tableau 5 : Evolution des indices des salaires et des prix

	Salaires industriels	Prix à la consommation
1965	100	100
1966	107	101
1967	110	102
1968	120	103
1969	127	111
1970	135	116

(Source : Fiji's sixth Development plan 1971-75 - Current Economic Statistics..)

Les salaires ont donc augmenté de 35 % au cours de la période et les prix de 16 % seulement. Les salaires réels ont donc crû de 16 % en 5 ans. Bien que l'on ne dispose pas d'indice des salaires agricoles, on peut cependant dire que ceux-ci ne représentent que la moitié des salaires du secteur manufacturier, activité largement urbaine. Il y a donc des inégalités substantielles dans la distributions des revenus.

En outre, sur la base des impôts sur les revenus payés, il apparaît que les revenus moyens des européens et des chinois sont supérieurs à la moyenne (respectivement de 15 et 40 %), tandis que ceux des indiens et fidjiens sont inférieurs à la moyenne (respectivement de 20 et 40 %). En réalité, les disparités des revenus sont bien plus graves si l'on inclut toute la population (non salariés dans le 1er cas, revenus non taxables dans le deuxième cas).

2.4. Les finances publiques

Les revenus et les dépenses du budget de fonctionnement ont été les suivants de 1965 à 1971 (F \$ 1.000).

Tableau 6 : Budget ordinaire - Recettes et dépenses (1965-1971)

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971(1)
Revenus	25.160	25.007	28.366	32.325	37.565	42.089	44.004
Dépenses	23.312	25.170	29.065	30.731	34.423	39.854	45.054
Surplus (+) Déficit (-)	+ 1.848	-163	-699	+1.594	+3.142	+2.235	-1.050

(1) estimations

Ainsi on estime un déficit inhabituel pour 1971. Il semble dû à la croissance de la contribution du budget ordinaire au budget de capital et à celle des dépenses administratives, liées à l'apport d'investissement public entrepris.

Le rapport des dépenses au PIB a été de 22 % en 1970.

Pour l'année 1971, le budget ordinaire s'est établi comme suit (en %).

Tableau 7 : Structure du Budget ordinaire (1971)

Revenus		Dépenses	
Droits de douane et accise	47,7	Administration	73,6
Impôts directs	35,2	Travaux récurrents	9,8
Intérêts	1,4	Charge de la dette publique	8,0
Revenus de propriétés et d'entreprise	15,5	Pensions, etc..	3,3
		Contribution au budget de capital	5,3
Total	100,0	Total	100,0

En ce qui concerne le budget de capital, les dépenses se sont élevées de 1966 à 1970 à 39 mio de F \$. Les fonds proviennent pour 58 % de sources locales et pour 42 % de sources extérieures.

Pour 1970 et 1971, ce budget est le suivant :

	<u>1970</u>	<u>1971</u>
Revenus	10.569	10.733
Dépenses	9.308	13.364
Surplus (+)	+1.261	-2.631
Déficit (-)		

Le déficit de 1971 est dû au paiement par les Fidji de leurs souscriptions au FMI et à la BIRD. Pour 1970, les dépenses en capital ont représenté 19 % des dépenses totales. Pour la durée du 6ème plan (1971-1975), les dépenses en capital s'élèveront à 75 mio de F \$, (soit près du double de la période précédente) dont 47 % des fonds proviendront de sources locales et 53 % de sources extérieures. On constate donc que la dépendance vis-à-vis des sources extérieures deviendra de plus en plus importante.

La dette publique s'élevait en 1969 à 35,7 mio de F \$, dont 80 % de dette intérieure et 20 % de dette extérieure.

2.5. Les relations extérieures

2.5.1. Le commerce extérieur

Au cours des années 1960 à 1969, le commerce extérieur s'est établi comme suit (en millions de US \$) :

Tableau 8 : Commerce extérieur (1961-1970)

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Importations	43,5	43,8	50,9	69,7	73,3	63,6	70,9	78,5	89,4	103,9
Exportations (1)	33,1	39,7	55,8	65,8	53,6	49,0	53,8	56,4	61,1	71,5
Balance commerciale	-10,4	-4,1	+4,9	-3,9	-19,7	-14,6	-17,1	-22,1	-28,3	-32,4

(1) Y compris les réexportations, qui ont représenté 21 % du total en 1970

On remarque que les déficits commerciaux sont devenus de plus en plus importants. Avec la croissance qu'a connue l'économie ces dernières années, les importations de biens de consommation et d'investissement ont fortement augmenté, alors que les exportations, qui sont restées dans une large mesure les exportations traditionnelles, n'ont crû que modérément.

2.5.1.1. Analyse des importations et des exportations par produits

Les importations (1) : Le Tableau 9 montre les importations par groupes de produits, en pourcentage, pour la période 1963 à 1969. Le poste le plus important est donc celui des biens d'investissement, dont la part dans les importations totales est croissante. Ceci reflète l'effort entrepris au cours de ces dernières années en matière d'investissement (c'est d'ailleurs le poste "machines et équipement" qui contribue entièrement à la croissance de cette part). Les importations de biens de consommation occupent, depuis 1968, la deuxième place. Ceci montre bien l'état peu avancé de l'industrialisation et la nécessité de créer des industries de substitution de certaines importations, sans négliger, bien entendu, de développer les industries tournées vers l'exportation. Cela est également vrai en ce qui concerne les importations de produits alimentaires, desquelles les Fidji sont fort dépendantes.

(1) Y compris les produits destinés à la réexportation

Tableau 9 : Importations par groupes de produits, en pourcentage

Groupes de produits	1963	1965	1967	1969
Denrées alimentaires, boissons, tabacs	27,8	26,0	27,0	23,2
Fournitures industrielles (pétrole, etc.)	16,2	16,5	15,1	17,5
Biens d'investissement	30,6	36,9	32,3	34,5
- Machines et équipement	(20,0)	(23,1)	(23,0)	(24,3)
- Matériaux de construction	(10,6)	(13,8)	(9,8)	(9,7)
Biens de consommation (non alimentaires)	25,4	20,6	25,1	24,8
- Durables	(7,6)	(6,2)	(6,9)	(7,6)
- Non- et semi-durables	(17,8)	(14,4)	(18,2)	(17,2)
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Fiji's sixth Development Plan 1971-1975, Parliament of Fiji, Parliamentary Paper n° 25, 1970

Les principales exportations(cf. tableau 11).

Le sucre : Il représente de loin le poste le plus important, représentant 65 % du total en 1969 et 1970. Cependant, on constate que ce pourcentage a été considérablement plus élevé certaines années, notamment 74 % en 1963. Ces années sont celles où le prix du sucre a connu un niveau spécialement élevé. On peut d'ailleurs comparer les exportations de sucre en quantité et en valeur :

Tableau 10 : Exportations de sucre en quantité et en valeur

	Quantités (000 t)	Valeurs (000 US \$)	Indice du prix(1) unitaire('65=100)
1961	138	14.979	107
1962	204	21.373	103
1963	276	36.225	124
1964	316	44.933	140
1965	310	31.480	100
1966	243	27.402	111
1967	323	29.962	91
1968	347	28.535	89
1969	322	32.298	108
1970	349	36.529	118
1971	354	..	

(1) Indice calculé sur base de la valeur en dollars fidjiens.

On remarque donc la forte hausse des prix en 1963 et 1964 et leur énorme chute en 1965 puisque les quantités exportées ayant baissé de 1,9 %, la valeur a diminué de 42,7 %. Plus récemment, en 1969 et 1970, les prix ont également été favorables et ce, grâce à la conclusion du dernier Commonwealth Sugar Agreement. La majeure partie des exportations fidjiennes de sucre entre en effet dans le cadre d'accords préférentiels :

- 1) Le C.S.A. : en vertu de cet accord, signé en 1968 et valable jusqu'en 1974, le gouvernement britannique garantit à certains pays l'importation d'une quantité de sucre déterminée à un prix déterminé (1).

<u>(1) C.S.A. : contingents d'exportations à prix garanti (en tonnes)</u>	
Australie	341.700
Honduras britannique	20.900
Afrique de l'Est	7.140
Fidji	143.000
Inde	25.500
Maurice	387.600
Swasiland	86.700
Indes occidentales et Guyane	739.500
<u>TOTAL</u>	<u>1.752.000</u>

Tableau I : Exportations par principaux produits

000 US \$

	Sucre	Coprah & autres dérivés de la noix de coco	Or	Bananes	Bois	Gin-gembre	Autres	Total exp. domestiques	Réexportations (1)	Total général
1961 Valeur	14.979	6.499	3.029	604	84	-	1.100	26.295	6.784	33.079
%	57,0	24,7	11,5	2,3	0,3	-	4,2	100,0	20,5	
1963 Valeur	36.225	6.127	3.925	622	312	67	1.590	48.868	6.993	55.861
%	74,1	12,5	8,0	1,3	0,6	0,1	3,3	100,0	12,5	
1965 Valeur	31.480	6.158	3.892	170	389	63	2.719	44.871	8.673	53.544
%	70,2	13,7	8,7	0,4	0,9	0,1	6,1	100,0	16,2	
1967 Valeur	29.962	4.163	3.965	170	386	97	5.251	43.994	9.759	53.753
%	68,1	9,5	9,0	0,4	0,9	0,2	11,9	100,0	18,2	
1969 Valeur	32.298	5.214	3.858	332	407	247	7.637	49.993	11.112	61.105
%	64,6	10,4	7,7	0,7	0,8	0,5	15,3	100,0	18,2	
1970 Valeur	36.529	6.537	3.845	290	310	311	8.722	56.544	14.984	71.528
%	64,6	11,6	6,8	0,5	0,5	0,6	15,4	100,0	20,9	

(1) % du total général

(Source : Current Economic Statistics, Bureau of Statistics, Suva, Fiji, 1971).

Il existe deux types de contingents :

- un contingent à prix négocié, qui s'élève à 143.000 tonnes pour les Fidji (soit 8,15 % du total de l'ensemble des pays en question). Le prix négocié pour 1969, 1970 et 1971 a été de 101,9 US \$ la tonne plus un paiement spécial comprenant un élément fixe de 3,50 US \$ et un élément variable suivant le niveau du prix sur le marché mondial et inversement proportionnel à celui-ci (5,9 US \$ la tonne pour ces années). A titre indicatif, le prix mondial s'est situé en dessous de 72,5 \$ la tonne en 1969;
- un contingent global de 247.000 tonnes pour les Fidji , comprenant le contingent à prix négocié, le reste ayant accès aux marchés préférentiels, c'est-à-dire, la Grande-Bretagne et le Canada, à des prix préférentiels.

2) L'American Sugar ACT, en vertu duquel certains pays se voient permettre l'accès du marché des USA pour une certaine quantité de sucre à des prix également préférentiels. Le contingent accordé aux Fidji est de 40.000 tonnes environ, mais il risque (ainsi que les autres) d'être sujet à d'importantes fluctuations en raison des variations de la politique américaine.

3) L'Accord International sur le Sucre, dans le cadre duquel les Fidji disposent d'un contingent d'exportation de 155.000 tonnes, auxquelles le contingent à prix négocié du C.S.A. et celui de l'A.S.A. ne sont pas imputables.

Dès lors, si l'on fait la somme des différents contingents, on arrive à une limite pour les exportations annuelles de sucre de $143.000 + 40.000 + 155.000$ tonnes = 338.000 tonnes. Si l'on considère l'année 1969, les exportations, avec 322.000 tonnes, ont donc constitué 95 % du contingent total (et 89 % de ces exportations ont bénéficié de tarifs préférentiels). Cependant, les Fidji sont capa-

bles de produire 400.000 tonnes par an environ si les conditions climatiques sont bonnes : la production risque par conséquent de devoir être volontairement limitée et les exportations ne seront plus le facteur de croissance qu'elles ont été.

Les dérivés de la noix de coco : ils constituent le 2ème poste des exportations avec environ 10 % du total en 1969 et 12 % en 1970. Leur part a cependant baissé depuis 1960 puisqu'elle a été jusque 25 % du total en 1961. Ces exportations ont relativement fluctué d'une année à l'autre et ont montré une tendance à la constance depuis 1960, ce qui est dû principalement aux importantes fluctuations des prix conséquentes aux variations de l'offre et de la demande d'huile de coprah et des quantités d'autres types d'huiles similaires disponibles. Exportée en majeure partie vers la Grande-Bretagne, l'huile de coprah y bénéficie de l'exemption des droits de douane. L'avenir de ces exportations dépend des conséquences de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE.

L'or : la contribution de l'or aux exportations a varié entre 12 et 7 % au cours des années 1960 à 1970. Il ne semble pas qu'elle puisse augmenter très fort à l'avenir.

En ce qui concerne le bois et les bananes, les perspectives d'avenir semblent bonnes en raison de leur demande croissante de la part des pays industrialisés.

La part des autres exportations est croissante; celles-ci comprennent des produits industriels exportés principalement à l'intérieur de la région du Pacifique Sud. L'ambition des autorités est de mettre l'accent sur le développement de ces exportations afin de rendre les Fidji de moins en moins dépendantes de l'exportation des produits agricoles.

2.5.1.2. Orientation du commerce extérieur

Les importations : En ce qui concerne la répartition des importations par provenance, il faut d'abord remarquer que les Fidji sont membres de la Commonwealth Preference Area : les produits provenant de cette zone y entrent à des tarifs préférentiels et ses exportations bénéficient de tarifs préférentiels dans les pays de la zone.

On constate, en regardant le tableau 12, que la part des importations en provenance de cette zone préférentielle a eu tendance à diminuer de 1960 à 1969. C'est principalement la part du Royaume-Uni qui a décru, passant d'environ 26 % à 20 %. L'Australie reste le principal fournisseur des Fidji, même si sa part diminue légèrement. Il faut encore noter la part croissante des USA et surtout celle du Japon, qui est devenu le troisième fournisseur. Cette croissance semble être liée à celle du tourisme qui entraîne une demande toujours plus grande pour les biens de consommations durables japonais détaxés. Les importations en provenance de la CEE ne représentent qu'une faible part.

Les exportations : Lorsque l'on examine le tableau 13, on constate que la Grande-Bretagne reste le principal client des Fidji: elle constitue toujours le marché le plus important pour le sucre et l'huile de coprah fidjiens. Cependant, il s'est produit un certain déplacement dans la direction des exportations : la part de la Grande-Bretagne a considérablement diminué, au profit principalement de celle des USA, conséquence de l'ouverture de ce marché aux produits sucriers, notamment en provenance des Fidji, après la rupture des relations économiques avec Cuba. Le marché australien reste d'une importance à peu près constante, venant en troisième position. Quant à la CEE, son pourcentage des exportations fidjiennes est resté jusqu'ici très minime.

Tableau 12 : Importations par provenance, en pourcentage

	G-B	Australie	Nelle Zélande	Reste Région préfér.	USA	Japon	CEE	Reste région non préfér.	Total	dont région préfér.
1960	25,6	27,8	8,0	15,3	2,8	6,5	1,8	12,2	100,0	77,7
1965	23,0	29,0	7,8	13,2	3,6	12,3	2,1	9,0	100,0	74,5
1966	20,5	27,8	7,9	14,5	5,5	14,3	3,4	6,1	100,0	70,7
1967	17,1	27,1	7,8	16,6	5,7	15,3	3,8	6,6	100,0	69,0
1968	21,3	26,3	9,4	13,7	5,1	12,8	3,1	8,3	100,0	70,7
1969	19,9	25,3	9,3	13,9	4,7	14,2	2,7	10,0	100,0	68,4

Tableau 13 : Exportations par destination, en pourcentage

	G-B	Australie	Nelle Zélande	Canada	Reste Région préfér.	Japon	CEE	USA	Reste Région non préf.	Total	dont région préfér.
1960	48,0	9,0	9,4	15,5	9,7	4,6	1,3	0,9	1,6	100,0	91,6
1965	45,3	10,5	6,9	9,5	6,7	2,8	3,0	13,1	2,2	100,0	78,9
1966	49,3	12,6	3,7	6,7	7,1	1,8	1,5	14,3	3,0	100,0	79,4
1967	44,4	13,3	5,6	6,3	7,0	4,7	0,7	15,4	2,6	100,0	76,6
1968	41,6	12,3	5,7	6,9	8,5	4,5	1,0	15,0	4,5	100,0	75,0
1969	36,5	10,9	5,8	9,8	8,9	3,8	1,0	16,6	6,7	100,0	71,9

Source : Fiji's sixth Development Plan 1971-1975, Parliament of Fidji,
Parliamentary Paper n° 25, 1970.

2.5.2. La balance des paiements (Cf. Tableau 14)

Ainsi qu'on l'a vu, la balance commerciale a accusé ces dernières années des déficits croissants. Cependant, la balance des biens et services a été moins déficitaire depuis 1967, en raison principalement de l'apport des recettes du tourisme. Enfin, les entrées de capitaux privés et publics ont permis d'équilibrer la balance globale.

On s'attend pour les années à venir à des déficits commerciaux de plus en plus importants (82 mio de \$ en 1975, comme on le voit) : l'effort d'investissement entrepris dans le cadre du 6ème plan (1971-1975) demandera des importations de plus en plus grandes alors qu'on ne peut s'attendre à une forte croissance des exportations traditionnelles. Les recettes touristiques devront de plus en plus redresser la balance.

Les recettes touristiques : De 4,5 millions d'US \$ en 1963, elles sont passées à 17,9 millions en 1968, 20 en 1969 et 30,7 en 1970, soit une croissance de 72 % de 1968 à 1970. On prévoit qu'en 1975, elles compteront pour plus de la moitié des recettes brutes d'exportation de biens et services, puisqu'elles représenteront 95 mio de \$ sur 183 mio.

Les mouvements de capitaux :

a) privés.

Les rapatriements de bénéficiaires des sociétés étrangères sont et seront de plus en plus importants, mais sont néanmoins jusqu'ici plus que contrebalancés par les entrées de capitaux privés. En 1969, ces entrées nettes se sont élevées à 5,44 mio de \$.

b) publics (Cf. Tableau 15)

L'aide publique de la Grande-Bretagne a constitué jusqu'en 1969 la grande majorité des entrées de capitaux publics à long terme passant de 100 % en 1964 à 78,4 % en 1969 du total des flux bilatéraux nets. Ces flux ont consisté principalement en dons. Sauf en

Tableau 14 : Balance des paiements, 1966-1970 et prévision pour 1975

(en mio US \$)

	R e c e t t e s				P a i e m e n t s				S o l d e s			
	1966	1968	1970	1975	1966	1968	1970	1975	1966	1968	1970	1975
Marchandises (Fob)	43,7	49,8	55,5	63,5	50,0	63,6	82,8	145,7	- 6,3	-13,8	-27,3	-82,2
Frêt et assurance	1,3	1,1	1,1	1,3	12,3	14,1	18,1	31,8	-11,0	-13,0	-17,0	-30,5
Tourisme	10,8	17,9	30,7	94,7	2,8	1,8	2,1	3,2	8,0	16,1	28,6	91,5
Revenus d'invest.	2,1	1,7	1,8	2,0	6,3	8,6	10,0	14,7	- 4,2	- 6,9	- 8,2	-12,7
Autres Services	10,1	11,9	14,1	21,6	6,8	6,6	8,5	13,2	3,3	5,3	5,6	8,4
Biens et services	68,0	82,4	103,2	183,1	78,2	94,7	121,5	208,6	-10,2	-12,3	-18,3	-25,5
Mouvements de capitaux	..	..	..	..	..	..	..	..	10,2	12,3	18,3	25,5
dont : capitaux publics à L.T.									4,1	6,9	..	..

(Source : Fiji's sixth Development Plan, 1971-75, Central Planning Office,...).

Tableau 15 : Flux de capitaux publics, bilatéraux et multilatéraux (1)

(en millions d'US \$)

Année	F L U X B I L A T E R A U X						Flux multi-latéraux
	Dons	Prêts bruts	Amortissement	Prêts nets	Total bilat. nets	%	
1960	1,08 (1,08)	.. (..)	.. (..)	.. (..)	1,08 (1,08)	100,0	-
1961	0,97 (0,97)	0,01 (0,01)	- -	0,01 (0,01)	0,98 (0,98)	100,0	0,03
1962	4,98 (4,97)	5,84 (5,84)	- -	5,84 (5,84)	10,82 (10,81)	99,9	*
1963	4,20 (4,20)	0,28 (0,28)	- 0,09 (- 0,09)	0,19 (0,19)	4,39 (4,39)	100,0	0,04
1964	3,39 (3,39)	0,10 (0,10)	- 0,10 (- 0,10)	- -	3,39 (3,39)	100,0	0,05
1965	4,41 (4,40)	* *	- 0,10 (- 0,10)	- 0,10 (- 0,10)	4,31 (4,30)	99,8	0,05
1966	4,01 (3,90)	0,10 (0,10)	- 0,11 (- 0,11)	- 0,01 (- 0,01)	3,99 (3,88)	97,2	0,09
1967	2,78 (2,64)	- -	- 0,12 (- 0,12)	- 0,12 (- 0,12)	2,66 (2,52)	94,7	0,09
1968	6,78 (4,24)	- -	- 0,11 (- 0,11)	- 0,11 (- 0,11)	6,67 (4,19)	61,9	0,27
1969	8,20 (6,41)	0,21 (0,21)	- 0,12 (- 0,12)	0,09 (0,09)	8,29 (6,50)	78,4	0,46

(1) Dont Grande-Bretagne entre parenthèses

.. non disponible

* négligeable

Source : OCDE : Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays moins développés, 1960-1964, 1965, 1966-1967, 1968, 1969.

1962, année où les prêts ont représenté 53,9 % du total, les dons se sont élevés à pratiquement 100 % en 1961, 95,7 % en 1963, 98,9 % en 1969. Quant aux flux multilatéraux, provenant des agences des Nations Unies (principalement le PNUD en 1969), ils n'ont compté que pour une faible part dans le total : 3,4 % du total des flux en 1967, 4,0 % en 1968 et 5,5 % en 1969.

La dette publique extérieure s'élevait en 1969 à 8,2 mio de \$, soit 5,0 % du PIB.

III. SYNTHESE : LES DESEQUILIBRES DU DEVELOPPEMENT

1. Le déséquilibre démographique - possibilités d'emploi

Bien que la croissance démographique montre une tendance au ralentissement ces dernières années, son taux étant passé de 3 % à 2,5 % par an, elle est - et sera encore plus dans les années à venir - une source de problèmes pour les Fidji. En effet, il est à craindre qu'une grande partie des nouveaux arrivants sur le marché du travail ne puisse s'intégrer à la vie économique, pour les raisons suivantes :

- les possibilités de croissance de l'agriculture ne sont pas excellentes en raison de la difficulté d'étendre les terres cultivables, d'une part, et des perspectives peu encourageantes pour la croissance du secteur sucrier, d'autre part. Il en résulte un important exode rural.
- Malgré les efforts entrepris dans le cadre du 6ème plan de développement (1971-1975), il ne semble pas que suffisamment d'emplois puissent être créés dans le secteur industriel pour pallier à cette situation.

2. Le déséquilibre entre les secteurs

Traditionnel moteur de l'économie (il représente environ 30 % du PIB et 65 % des exportations), le secteur sucrier ne pourra plus jouer ce rôle à l'avenir : en effet, ces dernières années, la production et les exportations de sucre n'ont pas montré une tendance à l'augmentation. En ce qui concerne les exportations, d'ailleurs, les différents quotas attribués aux Fidji dans le cadre du CSA, de l'ASA et de l'ISA leur imposent une limite supérieure dans les prochaines années.

Dès lors, il est nécessaire de diversifier l'économie : en la matière, les efforts des autorités portent sur trois domaines :

- la diversification de l'agriculture, par l'introduction de nouvelles cultures et de nouvelles techniques permettant de mettre en cultures des terres marginales, tant pour réduire la dépendance des Fidji des importations de denrées alimentaires (environ 20 % des importations totales) que pour diversifier ses exportations ;
- le développement du secteur industriel jusqu'ici presque exclusivement composé de l'industrie transformatrice de la canne à sucre. Le gouvernement va s'efforcer de mettre sur pied des industries destinées à alimenter le marché total et par là réduire les exportations de produits industriels et espère faire des Fidji un centre industriel pour toute la région du Pacifique Sud en accueillant le plus possible d'entreprises étrangères travaillant pour l'exportation ;
- la croissance du tourisme : le secteur touristique est appelé à jouer un rôle de plus en plus important dans l'économie fidjienne. En forte croissance (20 % par an entre 1965 et 1970), sa contribution au PIB était de 3,4 % en 1970 et devrait passer à 6 % en 1975.

3. Le déséquilibre de la balance commerciale

Au cours des dix dernières années, le déficit de la balance commerciale est allé croissant, les importations n'étant plus couvertes par les exportations qu'à concurrence de 69 % en 1970. Résultat du peu de dynamisme des exportations et de la forte croissance des importations consécutive à l'effort d'investissement entrepris ces dernières années, ce déficit est actuellement - et sera de plus en plus - couvert par les recettes touristiques ; celles-ci ont crû à un taux annuel moyen de 22 % depuis 1963 pour atteindre 30,7 millions de dollars en 1970. On prévoit qu'elles représenteront plus de la moitié des recettes brutes d'exportation de biens et services en 1975.